

Cher.e.s collègues,

Nos élections se déroulent dans un contexte particulièrement éprouvant. La fermeture de l'université que nous avons vécue au printemps, puis la reprise de l'épidémie nécessitent avant tout de résoudre toutes les difficultés du présent, mais au risque parfois de négliger le long terme. Or nous devons aussi nous mobiliser, les 17, 18 et 19 mars, pour une université forte, belle et juste.

Cette crise sanitaire nous percute après plus d'une décennie de profondes mutations, qui ont renforcé les universités dites de « recherche intensive » dont notre établissement, eu égard à sa taille, ne fait pas partie. La Loi de Programmation de la Recherche (LPR) s'inscrit dans cette logique.

Cependant, l'université du Mans possède de très solides atouts : sa taille humaine bien sûr, mais aussi une recherche de haut niveau, à laquelle s'adossent des formations de grande qualité. Ajoutons-y des campus attractifs et un solide ancrage territorial : LMU cultive une belle singularité dans le paysage national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Au cours des dernières années, grâce au dynamisme et à l'investissement de tous ses agents – enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels techniques et administratifs – notre université a ainsi augmenté ses effectifs, consolidé la réussite et l'insertion professionnelle de ses étudiants, renforcé ses laboratoires, gagné de nombreux projets très sélectifs, modernisé plusieurs bâtiments, développé de nouveaux partenariats internationaux, densifié son réseau dans le tissu économique et social, resserré ses liens avec les Collectivités locales...

Le projet LMU 2024 s'appuie sur ces réussites, tout en analysant avec lucidité ce qui n'a pas encore pu être réalisé. Il résulte de trois ingrédients : les propositions qui se sont exprimées dans de nombreuses réunions publiques ; les fructueux échanges d'idées avec les candidat.e.s des listes LMU 2024 aux trois conseils ; enfin une équipe compétente, investie et dévouée à l'intérêt général.

Notre stratégie, pour la prochaine mandature, se déploie en trois axes complémentaires : consolider notre rayonnement, renforcer notre attractivité et améliorer notre organisation.

Si le rayonnement actuel de l'université du Mans est sans commune mesure avec sa taille, c'est d'abord à la recherche qu'elle le doit. Nous soutiendrons donc nos unités en continuant à leur fournir un budget récurrent très consistant, et en leur apportant l'ingénierie nécessaire au montage de leurs projets nationaux et internationaux – avec financement public ou en partenariat avec les entreprises.

Parallèlement, nous resterons ambitieux en matière de formation initiale et continue, car la concurrence entre établissements s'y est accrue. Nous devons nous adapter aux nouveaux besoins de nos usagers tout en favorisant leur insertion professionnelle : deux objectifs qui sont plus que jamais au cœur de nos missions dans le contexte actuel de crise sanitaire et économique. Dans le cadre d'une nouvelle feuille de route stratégique, nous encouragerons toutes les initiatives – en présentiel ou à distance – qui permettront d'atteindre ce double but et d'augmenter les flux d'étudiants, y compris internationaux.



Les instituts RFI, qui ont fait l'objet d'une réflexion nourrie avec les composantes et les laboratoires, consolideront notre visibilité dans tous les domaines où nous disposons d'une excellence ou d'une originalité remarquable. La ComUE que nous avons construite avec l'université d'Angers renforcera également notre rayonnement en portant de grands projets communs : composante bi-site en santé, Institut d'Administration des Entreprises, déploiement de formations dont nous avons besoin sur nos territoires respectifs – à Angers, au Mans ou à Laval – équipements scientifiques de haut niveau...

Notre université est à la fois un établissement de proximité et de forte visibilité. Pour conserver son identité, elle doit donc conforter son attractivité. Cela passe d'abord par l'efficacité de nos dispositifs d'aide à la réussite étudiante. Nous avons une expertise étendue en la matière, reconnue par nos succès à de grands appels à projets au cours des dernières années ; mais il faut les rapprocher des besoins concrets des équipes pédagogiques.

Pour être attractifs, nous ne devons pas nous contenter de bien faire étudier nos étudiants. Nous devons aussi améliorer leur bien-être, notamment dans la situation actuelle : soutien aux épiceries sociales sur nos deux campus, création d'une ressourcerie pérenne, prêt de matériel informatique... Dépassons un instant la crise sanitaire : nous devons concevoir des espaces conviviaux où dialoguent la culture, les arts et les sciences ; une Maison de l'Étudiant à Laval, qui permette d'y développer la vie de campus ; une Agora au Mans qui favorise les initiatives des usagers et leur formation à la citoyenneté ; une offre culturelle, sportive et de loisirs lisible et alléchante.

L'attractivité, enfin, doit se conjuguer avec l'écoresponsabilité : introduction des énergies renouvelables dans notre chauffage, rénovations de l'UFR S&T et de l'ENSIM, piétonisation du cœur de campus... Notre université vient de remporter un grand succès dans le cadre du plan de relance, ce qui lui permettra de réaliser ces ambitieuses opérations en complément du CPER 2021-2027.

La mise en œuvre de ces projets et le bon fonctionnement de notre université, nécessitent une amélioration de notre organisation interne : malgré l'investissement des collègues, les complexités administratives se traduisent parfois par une longueur excessive des circuits, voire une perte de sens pour les agents comme pour les usagers. Nous devons revisiter notre organisation, dématérialiser les procédures lorsque cela est possible, et ainsi faire gagner du temps à tous : enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs et personnels d'appui. Cette réorganisation est d'autant plus nécessaire que le télétravail est appelé à se poursuivre, dans notre établissement comme ailleurs.

Notre université, comme beaucoup d'autres, est notoirement sous-dotée en masse salariale. Le statut de bon nombre de personnels n'est pas satisfaisant : les CDD se sont multipliés, induisant une précarité inacceptable ; certains collègues accomplissent des tâches qui ne relèvent pas de leur grade et ne sont pas valorisées au plan salarial ; contractuels et fonctionnaires BIATSS ont besoin d'un accompagnement renforcé pour évoluer dans leurs carrières. Ces questions doivent faire l'objet, en concertation avec les partenaires sociaux, d'une nouvelle politique en matière de ressources humaines, car il y va de la reconnaissance du travail accompli et de l'attractivité de nos postes.

Notre projet LMU 2024 est à la fois collectif, lucide et ambitieux. Il porte des valeurs qui nous sont chères : celles du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui font de l'université un puissant ascenseur social, mais aussi un lieu de production et de diffusion de la science. De toutes les sciences. Nous nous engageons à le mettre en œuvre dans le cadre d'une gouvernance collégiale, transparente, soucieuse de l'intérêt général et des spécificités de chaque discipline.

C'est en déployant cette stratégie que nous maintiendrons notre rang dans le paysage actuel de l'enseignement supérieur, et que nous pourrons offrir à nos usagers les clefs de leur réussite, à nos laboratoires les moyens nécessaires à leurs recherches, et à nos personnels un cadre de travail à la fois efficient et serein.